

# Editorial

L'événement de l'année a été la 11e Conférence générale à Bonn. Elle a aussi représenté un unique effort en terme de coopération entre les instituts de recherche et de politique établis à Bonn tels que Capacity Building International (InWEnt), le ZEF (Centre des études du développement) et le BICC (le Centre international pour la conversion) ainsi que la Ville fédérale de Bonn et le Centre pour la coopération internationale sis à Bonn (CIC). La collaboration avec l'institut co-hôte de la Conférence, l'Institut allemand de développement (DIE), s'est caractérisée par la confiance mutuelle et une ambiance de travail inspiratrice. Les membres du Comité exécutif de l'EADI ont mis tous leurs efforts pour contacter les organisations nationales qui sont bailleurs de fonds, ce qui a permis à une si grande conférence avec son ambitieux programme de se réaliser. Environ la moitié de son budget a été couvert par le Ministère fédéral allemand de la coopération au développement (BMZ) et par le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW). Plusieurs organisations européennes (de développement) y ont apporté leur contribution - elles viennent du Royaume-Uni, de la Suisse, de la France, de l'Irlande et du Danemark -, ainsi que la Fondation 'Stiftung Internationale Begegnungen' récemment créée par la Sparkasse Köln/Bonn. Nous aimerions remercier très sincèrement ces généreux donateurs qui ont permis à cet événement d'avoir lieu.

Nos Groupes de travail ont passé au crible 155 contributions reçues, et ils en ont retenu quelques 120 documents qui ont finalement été présentés dans les différentes sessions de groupes de travail. Notre équipe éditoriale a produit à temps un numéro spécial du European Journal of Development Research sur 'Insécurité et développement', qui a été présenté à la Conférence.

Nous avons été très contents de pouvoir offrir à 30 journalistes internationaux la possibilité d'assister à la Conférence, et au cours de la Conférence, nous avons accueilli un séminaire pour jeunes journalistes. Le partenariat de médias avec l'émetteur radiophonique mondial La Voix de l'Allemagne

(Deutsche Welle) s'est avéré être un succès.

De plus, l'EADI a eu l'honneur de pouvoir attribuer son premier Prix des Etudes de développement au jeune chercheur d'Oxford Alexander Bett, pour son article sur le Rwanda intitulé "Should Approaches to Post-conflict Justice and Reconciliation be Determined Globally, Nationally or Locally ?" Le Prix de l'EADI fait partie de la mission de l'Association d'encourager la recherche créative, pluridisciplinaire et multi-facettes sur les études du développement.

Dans ce numéro-ci de la Lettre d'information de l'EADI, vous trouverez une sélection de rapports de notre Conférence générale ainsi que de notre Assemblée générale, un rapport sur la réunion de représentants de nos organisations sœurs regroupées au sein de l'ICCCA, le Comité international de coordination des associations de développement. Grâce à une subvention du Ministère néerlandais des

Affaires étrangères, le Secrétariat de l'EADI a pu mettre en place un outil-forum virtuel sur les liens entre l'insécurité et le développement, qui s'appelle Insecurityforum et dont le site internet est [www.insecurityforum.org](http://www.insecurityforum.org). Au cœur de ce forum se trouve un 'weblog'. Celui-ci permet aux chercheurs et aux praticiens de commenter les résultats de la Conférence, d'y présenter leur propre recherche et d'entamer des discussions. Ce site a été tout spécialement conçu pour atteindre ceux qui n'ont pas pu être avec nous à Bonn, et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que le forum a déjà 42 auteurs actuellement, la moitié d'entre eux venant du Sud. L'article qui présente cette façon innovante de partager des opinions et de la recherche se trouve page 11.

Pendant la période de 2002 à 2005, le Comité exécutif a beaucoup travaillé pour simplifier les procédures et les structures pour rendre l'Association encore plus facile à gérer, et pour assurer une durabilité de travail à long-terme. Les résultats du travail ont été présentés à l'Assemblée générale et unanimement acceptés. Jean-Luc Maurer, de l'IUED à Genève a été élu comme nouveau Président pour les



trois prochaines années; vous pourrez lire son programme de travail à la page 12 de ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI. Un nouveau Comité exécutif, constitué de délégués nationaux et élus par les membres de l'EADI présents à la Conférence, et le Comité de gestion se sont réunis pour la première fois à Cork en Irlande en novembre. Les adresses de contact des nouveaux membres du Comité exécutif se trouvent sur le recto de ce numéro.

2005 est une année jubilee pour l'EADI, et nous souhaitons cordialement la bienvenue à l'Association aux 65 membres du jubilé ; ces personnes sont devenues membres avant ou pendant l'AG et elles avaient réservé le 'forfait-jubilé' instauré pour les nouveaux membres.

Nos nouveaux membres institutionnels se présentent à la page 16. Tous les membres présents à la Conférence ont eu la chance de rencontrer la plupart de nos anciens présidents, vu qu'ils sont venus à la célébration des 30 ans de l'EADI qui s'est tenue sur un bateau du Rhin. Un rapport succinct de cette célébration et le lien vers le site web contenant les photos se trouve à la page 10. Le Secrétariat de l'EADI s'engage à continuer à améliorer les services pour nos membres, et c'est pourquoi nous sommes toujours ouverts aux suggestions. Ecrivez-nous SVP et partagez avec nous vos vues, envoyez des textes à publier dans le European Journal of Development Research (cfr Appel à contribution) ou participez à un séminaire ou une conférence.

Nous vous souhaitons nos meilleurs vœux de Noël et nouvel-an.

*Susanne von Itter*

Susanne von Itter  
E-mail: [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

11e Conférence Générale de l'EADI, Bonn, 21-24 septembre 2005

# Insecurité et Développement:

## Approches Régionales et Stratégies Politiques pour un Monde Interdépendant

Du 21 au 24 septembre 2005, quelques 600 chercheurs, des représentants d'organisations de la société civile, d'organisations des Nations unies, ainsi que des représentants du secteur militaire ont participé à la 11e Conférence générale de l'EADI dans l'ancien Parlement fédéral allemand, le Bundestag. Il y a eu maintes occasions d'y débattre, dans 5 séances plénières, 30 sessions parallèles et 50 groupes de travail. Surin Pitsuwan, Commissaire du Conseil consultatif des NU sur la Sécurité humaine a proposé une 'vision de Bonn' sur la sécurité humaine. Des participants de la conférence ont clairement exprimé ceci : " Nous avons les Objectifs de développement du millénaire, qui ont inspiré les politiciens et beaucoup d'autres personnes. Ce dont nous avons vraiment besoin maintenant, c'est d'un nouveau sentiment de

l'urgence, tant au Nord qu'au Sud. Ou bien : " Appliquons d'abord cette sorte de contrôle de la réalité 'à la Bonn': essayons d'identifier où se trouvent les obstacles majeurs à la réalisation de ces Objectifs ? "

Des questions clés soulevées dans diverses séances plénières étaient par exemple : " Comment pouvons-nous nous engager dans la recherche sociale, qui elle favorise une bataille politique, et qui peut en fait stimuler une volonté politique ? " ou bien : " Nous avons le terme 'insécurité', nous avons le terme 'sécurité'. Penchons-nous sur ces termes et la terminologie que nous employons. Comment pouvons-nous revoir nos approches de telle façon que nous recherchions d'abord des solutions qui sont déjà opérantes dans les pays en développement et que nous puissions

appliquer autre part, éventuellement en Europe ? " Ces contributions aux débats, et beaucoup d'autres peuvent être lues sur le site web de la conférence et dans son forum weblog sur [www.eadi.org/gc2005](http://www.eadi.org/gc2005). Ce site web rend compte des débats grâce au travail assidu des quarante rapporteurs qui ont pris leurs notes pendant les diverses sessions, et qui ont ensuite mis leurs textes sur le web le jour même. Le site web est constamment mis à jour, avec des textes des interventions, des documents mis à jours et des rapports.

Un résumé de la conférence est en préparation, l'Institut allemand de développement prépare une publication des Actes de la Conférence.

## Résumé

" Sans sécurité et sans stabilité politique, il n'y aura pas de développement ". Telle était l'idée directrice de la onzième Conférence de l'EADI, consacrée au thème suivant : " Insécurité et développement - approches régionales et stratégies politiques pour un monde interdépendant ". Cette conférence s'est déroulée à Bonn du 21 au 24 septembre 2005. Plus de six cent représentants du monde scientifique, de la coopération pour le développement et de la politique, ainsi que, pour la première fois, des militaires, sont venus débattre des défis urgents qui découlent de cet énoncé : outre un lien plus fort entre la

politique de sécurité et la politique de développement, un rôle plus actif pour l'Europe a également été exigé.

### Relation entre politique de sécurité et politique de développement : conflit ou rapprochement ?

Depuis la fin de la Guerre froide, les menaces mondiales ont évolué, et le terme de sécurité s'en est trouvé élargi. Le terrorisme, les conflits ethniques, mais aussi les catastrophes naturelles

et la prolifération de l'épidémie du SIDA sont devenus des risques plus urgents pour la sécurité humaine que les guerres entre Etats. Ceci crée de nombreux points communs entre la politique de développement et la politique de sécurité, y compris dans sa dimension militaire.

Par le passé, la plupart des bailleurs de fond favorisaient une séparation nette entre les questions et acteurs de la politique du développement d'un côté et les militaires de l'autre. En raison de l'importance croissante des interventions militaires dans les situations de crise ou de conflit, cette distance a nettement diminué. En particulier dans les

11th EADI General Conference



### INSECURITY AND DEVELOPMENT INSÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT

*Regional issues and policies  
for an interdependent world*

*Approches régionales et stratégies  
politiques pour un monde interdépendant*

situations post-conflituelles, la politique de développement et son instrumentaire sont plus demandés qu'ils ne l'étaient auparavant.

Outre de premières ébauches de planification et de conception stratégique, ces secteurs politiques se recoupent également au niveau financier, par exemple pour le financement de mesures "non-civiles" par des moyens provenant du budget de l'aide au développement. Klaus Reinhardt, général à la retraite et ancien directeur de la mission de paix au Kosovo, s'est prononcé en faveur d'un élargissement des premières tentatives et d'une coopération plus étroite entre politique de développement et politique de sécurité. "Réunir les forces des institutions militaires et civiles augmenterait énormément les chances de réussite des missions de paix."

Les points suivants ont été identifiés comme essentiels pour la réussite de la stratégie de coopération : a) il faut surmonter la fragmentation des approches sécuritaires et de développement, b) une coordination étroite n'élimine pas forcément les conflits d'intérêts inhérents aux deux domaines politiques, c) la politique de développement ne devra s'engager que dans le cadre de missions légitimées par le droit international, d) il faudra promouvoir la mise en place de troupes de paix régionales.

## Le rôle de l'Europe

Le rôle de l'Europe dans le contexte des menaces mondiales a constitué un autre thème principal de cette conférence. En tant qu'acteur disposant d'une importance supra-régionale, l'Europe doit participer activement à l'élaboration de la politique mondiale et s'engager tout particulièrement dans les 25 à 30 Etats fragiles du monde. La politique de développement joue

un rôle primordial dans ce domaine, comme l'a bien montré le Commissaire européen Michel dans son allocution : "Le développement et la sécurité sont très étroitement reliés et c'est pourquoi la politique de développement de l'UE se concentre sur les Etats fragiles et la construction de la paix par le dialogue."

La coopération pour le développement de l'UE pourra uniquement faire face à ce défi si la Commission européenne et les Etats membres poursuivent une stratégie cohérente. Jusqu'ici, le travail de la Communauté est handicapé par les approches politiques parfois divergentes des différents acteurs. L'approbation d'une déclaration commune sur la politique européenne de développement, que M. Michel espère voir bientôt réalisée, sera un pas important dans la bonne direction.

La mise en oeuvre d'une stratégie européenne de sécurité nécessite également davantage de moyens financiers. Bien que l'UE ait décidé d'augmenter les prestations d'aide publique au développement jusqu'à 0,7 pour cent du produit intérieur brut, seuls quatre pays membres réalisent actuellement cet objectif. Les paiements d'aide publique au développement dans le monde entier s'élevaient à 78,6 milliards de dollars américains en 2004. De l'avis majoritaire des participants à la conférence, ce chiffre serait trop bas pour permettre de résoudre les problèmes urgents et d'assurer la sécurité sociale.

## La contribution de l'EADI

L'Association européenne des instituts de recherche sur le développement (EADI), dont le siège se situe à Bonn, a été fondée en 1975 et compte actuellement environ 300 membres dans 29 pays d'Europe, dont les principaux



instituts européens dans ce domaine, tels qu'ODI à Londres, ECDPM à Maastricht, IDS dans le Sussex, ISS à la Haye, DIE à Bonn, et DÜI à Hambourg. Cette association a pour objectif la promotion de la recherche européenne sur le développement et la création de réseaux avec des institutions de recherche et d'enseignement comparables.

Le directeur de l'Overseas Development Institute (ODI), Simon Maxwell, a lancé un appel en faveur d'un élargissement de l'EADI afin qu'il devienne un important réseau de recherches européen, ce qui permettrait de créer un contrepoids par rapport à la recherche sur le développement dominée par les Etats-Unis. Cette proposition a été très bien accueillie. Le Commissaire Michel a également déclaré vouloir dialoguer activement avec l'EADI. La conférence de Bonn pourrait donc constituer le point de départ d'une coopération étroite entre la recherche européenne sur le développement et la Commission européenne.

Petra Schmidt  
German Development Institute  
E-mail: [petra.schmidt@die-gdi.de](mailto:petra.schmidt@die-gdi.de)



Séance plénière d'ouverture , 21 septembre 2005

## Insécurité et Développement - Combiner le maintien de la paix mondiale avec la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement : une mission possible pour l'Europe

La Conférence sur l'Insécurité et le Développement a été ouverte par Jürgen Wiemann, Directeur-adjoint du DIE -Institut allemand du développement et Vice-président de l'EADI, ainsi que par le Maire de Bonn, Mme Dieckmann.

L'objectif de la Conférence était de promouvoir une coopération efficace entre les gouvernements, les organisations de la société civile et la communauté de recherche dans leurs efforts pour réduire les insécurités pour un grand nombre de personnes face aux inégalités sociales et économiques. Et ceci, particulièrement au moment où des conflits civils et militaires menacent d'étouffer les progrès de développement durable réalisés dans beaucoup de pays à la fois au Nord et au Sud. Le Maire de Bonn a insisté sur l'importance que la ville de Bonn accorde aux organisations internationales, dont une bonne partie sont représentées ici, si bien que l'EADI elle-même se trouve dans un contexte favorable pour mener son travail. Le Maire a aussi relevé le caractère innovant du thème central de la Conférence en combinant les thèmes de la sécurité et du développement, tout spécialement vu que Bonn a été le siège de la Déclaration du Petersberg sur la Défense et la politique de sécurité de l'UE.

Le Président de l'EADI, le professeur L. Box a ouvert le forum pour le premier débat entre les chercheurs et les décideurs politiques, au cours duquel ils se sont engagés ensemble avec des militaires sur les thèmes de sécurité. M. Stather, Secrétaire d'état au Ministère fédéral allemand de la coopération a entamé le débat en présentant une série de nouvelles voies sur lesquelles l'UE devrait se positionner elle-même, au sein des débats sur le développement international et la sécurité. Il a parlé de l'UE en tant qu'entité ayant une position unique vu qu'elle agit en faveur d'un modèle de coopération plutôt qu'en faveur de la confrontation internationale, ce qui signifie qu'on doit de nouveau insister sur le besoin important de mener de la recherche en développement et d'avoir une politique de

développement qui tienne compte des thèmes de la sécurité/insécurité. Il a soulevé la question de savoir s'il est possible de combiner la recherche sur la sécurité avec celle sur les OMD, et il y a répondu positivement. On a besoin d'une attitude axée sur une démarche préventive (pas de pacifisme) pour aborder les menaces qui ressortent d'une pauvreté fort répandue, de désastres écologiques, de conflits militaires et de maladies. Des partenariats mondiaux, centrés sur les Nations unies, sont les conditions nécessaires pour aborder de tels thèmes. L'Afghanistan, où le gouvernement allemand a agit pour faire que les organisations militaires et civiles travaillent ensemble pour construire l'Etat et l'économie, a été considéré comme un exemple important de stratégies de sécurité et de développement combinées. La position des états nationaux dans le processus de développement reste aussi un élément central, vu que des états en faillite aboutissent à du développement en faillite lui aussi. Tous ces aspects sont contenus dans les principes selon lesquels le Gouvernement allemand travaille, en se basant à la fois sur l'état de droit et sur les OMD.

Surin Pitsuwan, membre du Conseil consultatif des NU sur la Sécurité humaine, est parti du postulat que la sécurité est la première condition pour permettre au développement de se mettre en place. Il a fortement soutenu l'idée qu'une politique qui, dans le cadre des NU, incorpore tant la politique étrangère que la politique de sécurité, est absolument nécessaire pour obtenir une légitimité dans le monde entier. Il a replacé cette idée dans le contexte de ce qu'avec consternation ont doit appeler l'échec des Etats membres des NU à atteindre les objectifs intermédiaires des OMD; vu qu'on n' a atteint jusqu'à ce jour que le niveau 2-4 sur une échelle de 10. Et même, le 8e

objectif, à savoir le développement de partenariats pour atteindre les sept autres objectifs, est remis en question. Vu cette situation, l'UE, qui en terme financiers est un fournisseur d'aide majeur, pourrait faire beaucoup plus de sa propre initiative en mettant en place une politique autonome de sécurité et de développement qui soit cohérente.

M. Amanuel, Ambassadeur d'Éthiopie en Allemagne, a ajouté dans le débat que la paix, la sécurité et le développement sont fortement liés. Les conflits empêchent effectivement les fonds alloués d'être dépensés pour des processus de développement ; et dans des situations de conflit, des acteurs non-étatiques peuvent piller les ressources de l'état et de la communauté en toute impunité. Néanmoins, en ce qui concerne les pays africains subsahariens, il observe des développements positifs en terme de réduction de la mortalité infantile, d'augmentation de la production de petites entreprises, et d'agriculture moderne. Il fortement souligné que le développement de l'Afrique est le propre intérêt du reste du monde. Il a insisté que les pays africains ont besoin d'espoir pour permettre aux gens de rester dévoués à la cause de leur propre société. Les progrès réalisés par les pays asiatiques sont une source d'inspiration pour les pays d'Afrique unis dans l'initiative NEPAD. Le NEPAD a des objectifs clairs et des intérêts communs, qui devraient en faire une organisation efficace pour les bailleurs de fonds qui travaillent avec elle. *(Continuation page 8)*



Surin Pitsuwan

séance plénière du 22 septembre 2005

## Conflit ou convergence entre la politique de sécurité et la politique de

L'intervention d'ouverture de cette session a été faite par Armin Laschet, Ministre du Land de Rhénanie du Nord -Westphalie, qui a insisté sur la nécessité d'amener la politique de sécurité et la politique de développement à avoir entre elles une relation plus stable et plus fructueuse ; et ceci tout particulièrement pour les quelques 20 ou 30 états faibles ou inopérants du monde. Il a soulevé la question de savoir si les deux domaines de politiques distincts devraient fusionner grâce une coopération étroite, ou par une division du travail plus aiguë.

### Intervenants :

Klaus Reinhardt, Général retraité, ancien Commandant de la KFOR, Strandberg-Söcking, Allemagne: Partant des expériences spécifiques du Kosovo, il a posé la question de savoir si ce que les soldats font aujourd'hui est encore digne d'intérêt. Sa réponse est : non. Les missions de maintien de la paix ont un mandat trop limité. Elles déploient simplement des soldats qui pourraient aider à ramener une stabilité, ce qui en tout cas est très important, mais ils ne développent pas les pays. Son expérience spécifique est que pour obtenir au sein des populations locales le soutien populaire pour les missions, les militaires doivent pouvoir montrer des améliorations spécifiques dans leur situation de vie.

Dans ce sens, il adresse un appel pour une collaboration plus étroite entre les

organisations civiles et militaires, qui de plus nécessite un mandat plus large pour la mission militaire. Des forces militaires devraient pouvoir être employées par ex. pour la construction de routes, pour ériger des jardins d'enfants, des écoles, réparer l'adduction d'eau etc.

En combinant les forces des organisations civiles et militaires, on pourrait transformer les missions de maintien de la paix en de vraies missions de développement, et selon lui, à long terme les missions aboutiraient à des résultats plus positifs.

Les cultures internes au sein de ces organisations sont plutôt différentes, mais il est persuadé qu'on peut surmonter ces aspects. Il est d'heureux d'apprendre que justement le mois passé, des politiciens influents à Washington DC ont avancé des idées très similaires à ces mentionnées ci-avant.

### Délibérations :

Au cours du débat qui a suivi la présentation, on a avalisé l'idée de mettre les acteurs civils et militaires ensemble pour mieux collaborer dans les missions de maintien de la paix. Plusieurs orateurs ont souligné que ce serait surtout la partie civile qui aurait le plus de difficultés à entamer une coopération étroite, vu sa propre culture et tradition.

Un autre point soulevé par Klaus Reinhardt est que si on veut avoir des missions couronnées de succès, les politiciens doivent

donner aux militaires des objectifs clairs pour leurs futures missions. Justement, cette clarté a jusqu'ici manqué.

Christian Manahl ; Organe politique du HR Javier Solana, Task Force Afrique, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique:

L'orateur a soutenu les conclusions générales de la présentation de Klaus Reinhardt, et il a attiré l'attention sur le fait qu'en fait l'UE se mouvait dans la direction qu'il suggérait. Il a pris comme point de départ de sa présentation la situation de résolution de conflit au Soudan. Depuis 2004, le but de l'UE était d'amener les parties en conflit à la table de négociation, afin de résoudre le conflit ; ce conflit avait été la cause de la migration massive et des problèmes de réfugiés. Pour cette mission, l'UE a choisi de travailler étroitement avec l'Union africaine, et a fourni des observateurs, du personnel militaire et des conseillers politiques.

Tant en ce qui concerne la durée que le nombre de soldats, leur mandat a été étendu en 2004 et 2005.

La leçon principale retenue est qu'il n'est pour ainsi dire pas possible de tout planifier vu que nous parlons de situations d'urgence, où foncièrement tous les facteurs ne peuvent être connus à l'avance.

Légitimité politique des missions : Christian Manahl a abordé la question de savoir si l'UE elle aussi avait besoin d'une légitimité multilatérale pour s'engager dans de telles missions. La meilleure solution c'est que les NU obtiennent cette légitimité.

Une question liée au thème de l'appropriation dans le processus au Soudan : Christian Manahl était d'avis que l'UE avait fait tout ce qui était possible pour donner ce sentiment d'appropriation aux partenaires responsables au Soudan.



Klaus Reinhardt

Rapport: Dr Martin Hvidt,  
University of Southern Denmark, Odense,  
Denmark.  
E-mail: [hvidt@hist.sdu.dk](mailto:hvidt@hist.sdu.dk)

## Rapport sur la session plénière: 23 septembre 2005

### Coopération européenne au développement à l'horizon 2010 : nouveaux défis

Cette session plénière avait pour objectif de souligner les principaux défis auxquels la coopération européenne pour le développement est confrontée actuellement. Le président de la séance, M. Paul Engel (ECDPM), a commencé par présenter les deux intervenants qui avaient été invités à débattre de cette question : M. Louis Michel, Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, et M. Simon Maxwell, directeur de l'ODI.

Dans son intervention, M. Michel s'est concentré sur la récente proposition de la Commission européenne concernant une nouvelle stratégie pour la politique de développement de l'UE. Il a cependant introduit son propos par une courte réflexion sur le sommet des Nations unies dont il venait de rentrer. Il s'est déclaré déçu par les résultats obtenus lors de ce sommet et le document final convenu, tout en soulignant qu'il fallait reconnaître que de nombreux aspects positifs avaient également été décidés. Il a notamment estimé que la confirmation des Objectifs de développement du millénaire par les participants au sommet et les conclusions concernant la construction de la paix et la prévention des conflits étaient une victoire pour l'attitude active de l'UE en amont du sommet, notamment sa nouvelle promesse de respecter l'objectif des 0.7% du budget pour l'aide publique au développement. Cependant, comme de nombreux autres délégués, il s'est déclaré déçu par l'absence de référence à la prolifération des armes nucléaires dans le document final.

Néanmoins, le message clé de M. Michel concernait l'importance qu'il attache au nouveau Consensus européen et particulièrement au fait qu'il y ait enfin une véritable proposition de l'UE au sujet de la



Louis Michel

politique de développement. L'obtention d'un accord sur ce document de la part des Etats membres et du Parlement européen serait une réussite historique, et pourtant de nombreux interlocuteurs rencontrés lors de ses voyages dans les pays en développement auraient exprimé leur surprise d'entendre qu'une telle politique européenne n'existait pas encore. La plupart des pays en développement s'attendraient à ce que l'UE ait une approche unique en matière de développement. Il y aurait bien de vastes domaines consensuels entre les Etats membres et l'UE. Ces domaines n'auraient tout simplement jamais été réunis en un seul document, la proposition de la Commission serait donc principalement une réponse à cette lacune.

Selon le Commissaire, l'Europe aurait la responsabilité de construire un programme de développement solide, ceci étant un point essentiel dans sa participation à la 'domestication' de la mondialisation. L'Europe serait un acteur à l'échelle mondiale, et cependant elle affaiblirait sa propre capacité à jouer ce rôle correctement en ne parvenant pas à trouver un accord interne et à agir d'une seule voix. C'est pourquoi le Consensus européen serait si important. En tant que Commissaire, il a déclaré ne pas souhaiter être un simple administrateur d'aide, considérant plutôt que l'Union devrait utiliser le développement en tant qu'instrument politique, comme élément fort et positif de son action extérieure générale. Bien sûr, le développement serait une compétence partagée dans le cadre du Traité de l'Union européenne (TUE), il ne souhaitait pas changer cet état de fait ou centraliser tous les programmes de développement au sein de la Commission, il chercherait plutôt à maximiser le potentiel de l'Union et selon lui les pays en développement exigeraient une telle démarche.

Simon Maxwell a félicité le Commissaire pour l'approche qu'il souhaitait privilégier et pour sa proposition concernant le Consensus européen. Il n'a cependant pas hésité à le défier d'aller plus loin dans sa pensée et de considérer comment la Commission ferait face aux fortes augmentations des budgets d'aide sur lesquels un accord de principe aurait été trouvé. Si ces

augmentations se réalisaient vraiment, et si la Commission souhaitait être impliquée, il lui faudrait convaincre les Etats membres des capacités de la Commission en la matière. L'architecture de l'aide internationale serait actuellement dominée par une espèce " d'hypermarché " mondial, la Banque mondiale, à côté duquel il y aurait une multitude de petites " boutiques ", parmi lesquelles les Etats membres de l'UE et la Commission. L'UE, et d'ailleurs tout autant les Nations unies, devraient donc se développer afin de devenir également des hypermarchés capables de proposer de véritables alternatives par rapport à la Banque. L'UE devrait pour cela effectuer des changements radicaux au niveau des moyens, avoir une vision plus claire, davantage de muscle politique, et surtout, en ce qui concernerait l' EADI, bien plus de force de frappe intellectuelle.

L'EADI représenterait le potentiel de la recherche européenne en matière de développement. D'un certain point de vue, ce potentiel seraient important, disposant de nombreux chercheurs, mais il serait également faiblement organisé et sous-financé, et si l'UE avait vraiment la vocation de développer un potentiel scientifique puissant dans le développement, il lui faudrait probablement donner une bonne secousse à cette industrie et considérer ce qu'il faudrait faire pour la soutenir plus activement. L'EADI serait très motivée par une collaboration avec le Commissaire à ce sujet si un tel désir était exprimé, mais il faudrait à cet effet créer un dialogue actuellement inexistant.

Dans ses dernières remarques, M. Michel s'est dit convaincu par les arguments avancés par M. Maxwell. Il ne s'y serait pas attendu avant de venir à cette conférence, mais il serait maintenant disposé à entrer en dialogue avec la communauté européenne des chercheurs sur le développement.

Rapport: James Mackie,  
European Centre for Development Policy Management (ECDPM),  
E-mail: [jm@ecdpm.org](mailto:jm@ecdpm.org)

Séance finale, 24 septembre 2005

## Cohérence de la politique européenne - nouveaux objectifs pour une coopération plus étroite entre paix, sécurité et recherche sur le développement ?

Le thème de la Conférence a été redéfini par le Président de séance, M. van Gennip. en tant que la relation entre la paix, la sécurité et le développement. Il a ensuite insisté sur le fait que sans réduction de la pauvreté, et sans son éradication ultérieure, l'insécurité continuerait à régner et une paix durable serait impossible. Le triangle qui rassemble les chercheurs, la société civile et les décideurs politiques doit être renforcé par un flot continu de communication. L'EADI pourrait jouer un rôle dans ce processus en incluant des chercheurs dans les arènes de décision politique tant dans l'UE qu'au niveau national, et tout particulièrement au niveau des parlements nationaux.

Louka T Katseli, Directrice du Centre du développement de l'OCDE a insisté sur le besoin de discuter sur la vision de ce que l'Europe représente : une union économique ; un nouveau super-Etat pour contrer les Etats Unis, avec une forte présence militaire et une réponse à l'insécurité internationale, ou une force positive pour la paix et l'inclusion sociale. Elle a suggéré que seule la dernière option pourrait simultanément promouvoir les causes du développement et de la sécurité. Elle a cependant aussi identifié des tendances au sein de la communauté de développement européenne qui prônent la deuxième vision. Plus de recherche est encore nécessaire pour identifier les effets que ces différentes conceptions de l'Europe auraient, ainsi que leurs impacts sur la formulation de la politique. A cette fin, l'EADI pourrait examiner les dangers et les chances qu'offrent les différentes options. Dans la même veine, les implications de la PES

méritent d'être analysées, afin que les décideurs politiques et la société civile puissent comprendre les options de politique disponibles.

Louka Katseli a affirmé que l'actuelle inexistence d'une seule et commune politique européenne de développement renforçait le besoin de porter une attention particulière à la cohérence politique au sein des pays membres et entre eux. Des politiques cohérentes les renforcent chacun entre eux et permettent d'obtenir de meilleurs résultats. Les chercheurs de l'EADI devraient porter plus d'attention à ce thème dans tous les secteurs de sciences sociales représentés au sein de l'Association. Son appel a été fait pour aboutir à un agenda de recherche vaste et complet, un tel agenda devrait être disponible aux leaders européens, mais ils devrait aussi

être orienté avec leur aide. Sans ce rôle moteur, les chercheurs ne peuvent avoir connaissance de ce qui se trouve sur l'agenda politique, et donc ils ne peuvent y contribuer. Elle a promis que le Centre du développement de l'OCDE allait continuer à soutenir l'EADI ; elle a formulé des vœux de renforcement des relations, au bénéfice mutuel des deux parties.

Alfred Nhema, Secrétaire exécutif de l'Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est et Australe, a mis le doigt sur le rapport qu'il y a entre les besoins de base et la sécurité dans les pays en développement, et il a insisté pour que la recherche de la paix soit en tête de l'agenda de développement. Pour lui, la distinction entre développement et sécurité était dans un certain sens inexacte. En parlant pour les peuples du

Sud, il a expliqué que ces deux thèmes ont toujours été intimement liés, mais les thèmes de développement et sécurité ont été éclipsés dans le Nord par ce qui s'est passé à New York et Washington le 11 septembre.

M.Nhema a aussi indiqué que pour les pays en développement, les principaux problèmes supposent qu'on travaille avec des chercheurs à la base, dans les communautés locales, et connaissant bien les conditions du terrain, et rendant possible la communication avec des chercheurs de régions et pays voisins. Si les chercheurs ne peuvent pas échanger leur savoir et les résultats de leurs études, ils ne peuvent pas apprendre les uns des autres. Il a ajouté que, même si les chercheurs peuvent se rencontrer et discuter, ils n'ont pas vraiment les moyens de disséminer leur recherche vers les décideurs politiques et vers le monde extérieur. Il a proposé de mettre en place des sites Web réservés pour les chercheurs du Sud. Ceci est une action pour laquelle les membres de l'EADI peuvent offrir leur aide. Il a rappelé aux participants dans la salle qu'après avoir cherché pendant des années des solutions à l'étranger, l'Afrique sait maintenant qu'elles doivent être trouvées en son sein. De l'aide extérieure et du financement seront certainement des appuis essentiels, le travail a en tout cas déjà commencé.

Louk de la Rive Box, Président sortant, a estimé que la Conférence a été un réel succès parce qu'elle avait propulsé le thème de la sécurité et du développement à l'avant-scène en tant que thème capital pour la recherche universitaire. De plus, le nombre de participants, leur diversité et la qualité de leurs interventions ont démontré que les thèmes avaient mobilisé la communauté de recherche autour de ces questions ; le processus avait d'autre part été soutenu par le numéro spécial de la revue EJDR dont la publication avait coïncidé avec la tenue de la Conférence.

Un pas important a été fait par le Commissaire de l'UE Louis Michel pendant son intervention à la Conférence. Il s'est engagé à considérer la mise en place d'un conseil



Alfred Nhema, Louk Box, Jean-Luc Maurer

consultatif pour la DG DEV, un thème pour lequel l'EADI plaide depuis un certain temps. Ceci était une bonne nouvelle pour l'EADI, vu que depuis longtemps l'Association et ses membres savent très bien, grâce à l'unique diversité de théories représentées, comment répondre à cette idée, fournir des résultats de recherche et offrir du conseil en la matière. De plus, vu l'augmentation constante de budgets de l'aide, il est possible que pour faire face à des limitations de capacité d'action, la Commission transfère certains thèmes à des unités nationales. Ceci offre alors une autre opportunité potentielle pour l'EADI, en permettant aux membres d'informer leurs propres communautés nationales de décision politique et la société civile. Pour le moment cependant, les sciences sociales représentent une forte communauté dans les pays européens (rien qu'en France elle contient 12.000 personnes), mais avec une organisation interne peu élaborée. On devra améliorer ceci, et l'EADI devrait s'y mettre à la tâche.

Débouchant alors sur le thème de la sécurité et du développement, de la Rive Box a prévu et encouragé une coopération plus étroite avec la communauté militaire. Il avait observé avec joie et intérêt la participation des militaires à la conférence, il a dit qu'il était persuadé qu'ils avaient apprécié cette opportunité de rencontre. Il a promis que son propre institut - ISS à La Haye - allait immédiatement faire des ouvertures vers l'Académie militaire locale, en recherchant des programmes et projets communs.

Dans son discours inaugural en tant que nouveau Président de l'EADI, Jean-Luc Mau-

#### *Continuation de la page 4*

Plusieurs thèmes sont ressortis de la discussion :

- 1 comment peut-on recourir à plus de ressources pour le processus de développement ; et comment la recherche sociale peut-elle s'engager dans les batailles politiques qui se passent autour de la question du développement ?
- 2 deuxièmement, quelle terminologie devrait-on employer pour décrire la paix, la construction de la paix, et le développement dans perspective d'intégration des concepts ?
- 3 on n'a pas besoin de nouvelle vision, mais on a plutôt besoin d'un sens de l'urgence renouvelé, qui doit compléter l'agenda actuel pour la sécurité et le développement, tenant en compte des contextes spécifiques pour les solutions à trouver.
- 4 nous avons besoin ici à Bonn d'un examen de la

rer a remercié les autres orateurs et il est revenu sur un des thèmes abordés par le Dr Nhema : le lien naturel entre le développement et la sécurité. Il a estimé que, dans ce contexte, il serait sage de mettre fin à l'antagonisme qui existe souvent entre les Relations internationales et les Etudes du développement. Les deux disciplines possèdent une grande synergie et sont complémentaires dans beaucoup de domaines. Il a indiqué que l'EADI pourrait aider à organiser des Groupes de travail dans lesquels des chercheurs du secteur RI (et aussi du secteur militaire quand c'est approprié) pourraient se rencontrer et travailler ensemble avec des spécialistes d'autres secteurs du développement.

Faisant écho aux remarques du professeur Katseli, le nouveau Président de l'EADI a affirmé que si l'idée de l'Europe est une force globalement positive pour la paix et l'inclusion sociale, elle pourrait contribuer à donner une voix à la fois aux pauvres et aux victimes des inégalités sociales dans les arènes de la recherche. Comme le Dr Nhema le disait, sans l'apport de la réalité des victimes, les problèmes de l'insécurité ne pourraient jamais être bien compris.

Le professeur Dirk Messner, Directeur de l'Institut allemand du développement, dont l'institution a largement soutenu la tenue de la Conférence générale, s'est prononcé lui-même comme étant très satisfait avec les résultats. Il a félicité les organisateurs et a remercié les bailleurs de fonds et sponsors ; il a exprimé son espoir que l'Association puisse jouir d'un meilleur accès vers les décideurs politiques, et aussi qu'elle rayonne dans les

réalité : quels sont les principaux obstacles qui empêchent cet agenda d'être mis en pratique ?

En conclusion, le Président Louk Box a lancé dans la discussion une récente enquête faite par la BBC auprès de ses auditeurs dans le monde entier, sur les soucis qu'ils ont au sujet de l'insécurité à l'échelle mondiale. Le principal groupe d'acteurs auquel les auditeurs ont confiance pour s'attaquer avec efficacité à leurs soucis, et pour les présenter dans les discussions internationales sur la politique, est justement composé des intellectuels et des chercheurs universitaires, ce qui doit réchauffer le cœur d'une organisation comme l'EADI.

Rapport: Isa Baud

Amsterdam Institute of Metropolitan and International Development Studies, The Netherlands

E-mail: [i.s.a.baud@uva.nl](mailto:i.s.a.baud@uva.nl)

instances européennes avec un profil plus haut. Il a dit que cette conférence s'était tenue au bon moment, et le succès qu'elle a obtenu contribuerait à soutenir favorablement tout ce processus.

Rapport: Colm Foy,

OECD Development Center,

E-mail: [colm.foy@oecd.org](mailto:colm.foy@oecd.org)

#### **L'ICCDA est en bonne vie !**

Que signifie l'abréviation ICCDA ? Sur le site Internet de l'EADI vous trouverez la définition suivante : le Comité de Coordination Interrégional des Associations du Développement est une institution faitière informelle composée de six associations : APISA, AICARDES, CLACSO, CODESRIA, EADI et OSSREA. Ce Comité a été créé en 1976. Son secrétariat est actuellement au Sénégal. Chacune des organisations constituantes de l'ICCDA continue de travailler de façon autonome sur son propre continent. Au cours des dernières années, il est cependant devenu plus difficile d'avoir des informations sur des activités, des événements et des programmes conjoints. L'ICCDA n'est pas mort, mais il a l'air un peu pâlot. En renouvelant une ancienne tradition, l'EADI a invité cette année ses organisations sœurs à une réunion de réseaux pendant sa conférence générale à Bonn. Malheureusement, Atilio Borón du CLACSO et Abdelhamid Triki de AICARDES ont dû se désister, mais APISA, CODESRIA - qui est l'hôte de l'ICCDA - et OSSREA, ainsi que bien sûr l'EADI elle-même, ont tenu une réunion très réussie et qui a été une source d'inspiration.

Tous les participants sont tombés d'accord qu'il faut revitaliser ce type de coopération, entamer des activités conjointes et surtout, rendre l'ICCDA plus visible.

Adebayo Olukoshi (CODESRIA) a expliqué qu'on ressentait le désir de renforcer la coordination au sein du réseau de l'ICCDA, surtout parce que les nouvelles technologies sont maintenant largement établies et accessibles en Afrique, mais aussi vu les réunions régulières et les discussions communes à l'occasion de Conférences générales et d'Assemblées. Alfred Nhema (OSSREA) a insisté sur l'importance de connecter ensemble des aspects thématiques, afin de savoir qui travaille sur quel thème et de pouvoir comparer les approches et les résultats de travaux de réflexion. Pouvoir communiquer - la recherche, les événements et les projets - est un besoin essentiel plaçant pour plus de coordination et de coopération. C'est pourquoi il a été décidé de créer un site de l'ICCDA sur Internet ([www.iccda.net](http://www.iccda.net)) où toutes les informations importantes seront visibles et accessibles. L'objectif à long terme est aussi de mettre en place des outils pour permettre l'échange en ligne (groupes de discussion).

[www.iccda.net](http://www.iccda.net) et maintenant en ligne ! Veuillez consulter le site pour obtenir des informations détaillées concernant l'ICCDA ou ses organisations membres.

Contact: Fritz Scheidhauer, EADI Secretariat  
E-mail: [scheidhauer@eadi.org](mailto:scheidhauer@eadi.org)

# Prix de l'EADI pour les études en développement

L'EADI (l'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Développement en Matière de Développement) a créé un prix d'excellence en recherche sur les questions du développement. Ce prix d'un montant de 1.000 EUROS a été attribué à un jeune chercheur pour une dissertation sur un thème lié aux études du développement, et le lauréat a été invité à la Conférence générale de l'Association qui s'est tenue à Bonn du 21 au 24 septembre 2005.

“ Le premier Prix de l'EADI pour les études du développement est une action qui fait partie de la mission de l'Association qui est d'encourager la recherche créative, pluridisciplinaire et multifacettes sur les études du développement. Il a été créé avec deux objectifs : récompenser et faire reconnaître l'excellence en recherche du développement faite par des chercheurs et des spécialistes du développement de la génération montante ; et il veut

aussi renforcer les activités des Groupes de travail de l'EADI, qui sont intimement impliqués dans l'évaluation des articles des textes et des dissertations soumis. Dès la première année, le Prix a suscité un intérêt remarquable, avec plus de 50 envois venant de toute l'Europe, sur une vaste gamme de thèmes. Tous ces envois étaient de grande qualité, et la tâche n'a pas du tout été facile d'en retirer un nombre pas trop difficile à gérer par le jury. Ce travail de sélection a été réalisé, et nous avons un gagnant qui l'a emporté haut la main.

Le document d'Alexander Bett sur la justice post-génocide au Rwanda analyse les relations entre la réconciliation et le châtement dans une triple perspective anthropologique, légale et sociale. Ce document est un ouvrage d'érudition, innovateur, mais aussi concis et éminemment intéressant à lire.

Sa démonstration est bien structurée et logique ;



*Alexander Bett*

elle a un début, un milieu et une fin, ce qui lui donne une conclusion non seulement très érudite, mais ayant aussi un intérêt politique en général dans ses grandes orientations. Les membres du jury sont unanimement - et indépendamment les uns des autres - tombés d'accord qu'Alexander Bett est le vainqueur”. Le titre de son document est : *Should Approaches to Post-conflict Justice and Reconciliation be Determined Globally, Nationally or Locally ?* Auteur: Alexander Bett, Queen Elisabeth House, University of Oxford, 2005. Ce texte va être publié dans le *European Journal of Development Research*, Vol.17-4

## Assemblée générale de l'EADI

Le 23 septembre 2005, l'Assemblée générale triennale de l'EADI s'est tenue à l'occasion de la 11e Conférence générale à Bonn.

Les thèmes suivants étaient à l'ordre du jour :

- élections au Comité exécutif ("ExCo") et à la Présidence,
- situation financière et avenir de l'association
- programme de travail de l'EADI (progrès faits et avenir),
- membres de l'EADI (chiffres, stratégie, cotisations),
- changements constitutionnels.

C'est Louk de la Rive Box, le Président sortant qui a présidé la réunion. Il a passé en revue les activités des trois dernières années en comparant les résultats avec le document *Vision 2002*. Des progrès ont été mentionnés dans les domaines suivants :

L'EADI offre un forum de qualité ; il faut cependant apporter une amélioration dans l'orientation des Groupes de travail : ils devraient plus se focaliser sur les relations Nord-Sud. Un renouvellement de la coopération avec les organisations sœurs au sein de l'ICDDA (voir article plus loin) pourrait offrir des opportunités dans ce sens. Ces

organisations ont en effet souvent la même structure organisationnelle et elles possèdent aussi des groupes thématiques.

En ce qui concerne la formation, une série d'Ecoles internationales d'été ont eu lieu (Genève, Enschede, Prague) et une base de données sur la formation (Devtrain online) a été lancée. Cependant aucune action n'a été entamée jusqu'ici sur le thème du Programme européen de doctorat. La revue spécialisée de l'EADI (EJDR) qui paraissait deux fois par an a été transformée en un trimestriel ; le site internet de l'EADI a été transformé en un point focal pour les études et les recherches européennes sur le développement.

Une rencontre des directeurs des instituts membres a été mise en place et institutionnalisée.

Nous n'avons pas atteint le nombre de membres prévu dans le document 'Visions', mais il s'est développé positivement.

Louk Box a conclu en indiquant que l'EADI avait toujours été - et est encore toujours - une organisation de toute l'Europe. Vouloir maintenir la large orientation thématique et régionale représente un défi pour le futur, de même que le renforcement et la continuation

de nos relations avec les organisations du Sud. Il a chaleureusement remercié tous ceux qui avaient rendu ces développements possibles.

Les comptes et le budget 2002-2005 ont été approuvés par l'AG, et elle a donné le quitus au Secrétariat. Toutes les organisations et tous les instituts qui nous ont rejoint au cours des trois dernières années ont été officiellement ratifiés comme membres par l'AG.

Les changements constitutionnels suivants - ayant un impact direct sur la gestion de l'association - ont été approuvés par l'AG : un Comité de gestion a été mis en place ; il devrait se réunir au moins trois fois par an. Le Comité exécutif, constitué lui de représentants de pays, devrait se réunir une fois par an. Le Comité de gestion est constitué du Président, des Vice-présidents, du trésorier, des responsables élus/nommés pour gérer les Sous-comités, ou leurs substituts, ainsi que le Secrétaire exécutif. Enfin, les résultats des élections ont été annoncés. Tous les candidats nationaux au Comité exécutif ont été élus, et ils ont reçu les félicitations de l'AG. Pour la première fois depuis sa fondation, l'EADI a eu deux candidats à la Présidence : Jean-Luc Maurer (IUED) et Desmond MacNeill (SUM). Comme on l'attendait, le vote a été serré, mais finalement la présidence du comité

d'élection a annoncé que c'est Jean-Luc Maurer qui l'a emporté, avec un total de 270 voix (Desmond McNeill : 243 voix), devenant ainsi notre nouveau Président.

Jean-Luc Maurer a rapidement esquissé son programme de travail pour les années à venir;

ce programme serait révisé et mis à disposition de nos membres (voir article dans ce numéro de la Lettre de l'EADI).

Vous pouvez prendre connaissance des noms des personnes élues dans le Comité exécutif en vous reportant à la liste publiée sur

la page recto de cette Lettre de l'EADI, ou bien au site internet de l'EADI. On peut télécharger notre nouvelle Constitution sur : [http://www.eadi.org/detail\\_page.phtml?page=constitution](http://www.eadi.org/detail_page.phtml?page=constitution).



## La célébration du 30e anniversaire de l'EADI 'Changing Development Thinking'

Quelques 250 personnes invitées se sont retrouvées le 23 septembre 2005 sur le bateau 'Wappen von Bonn' pour célébrer les 30 ans de l'EADI. Nous sommes très contents que nous avons pu y rencontrer presque tous les anciens Présidents de l'EADI, ainsi que des membres de longue date qui ont inspiré et influencé l'EADI de mainte façon :

Louis Emmerij  
Sheila Page  
Emmanuel de Kadt  
Helen O'Neill  
Yves Berthelot  
Hans Opschoor  
Arne Haselbach  
Marja Liisa Swantz  
Adebayo Olukoshi

Kenneth King, l'animateur de la soirée, est parvenu à faire de cet événement quelque chose d'impressionnant, et ceci, tout

spécialement pour nous au Secrétariat de l'EADI qui avons préparé la rencontre en nous consacrant aux noms et aux publications dans les archives pendant les semaines qui ont précédé l'AG. C'était finalement une grande joie que de pouvoir célébrer ensemble et nous rencontrer en personne.

Nous remercions particulièrement Giulio Fossi, qui malheureusement n'a pas pu être avec nous.

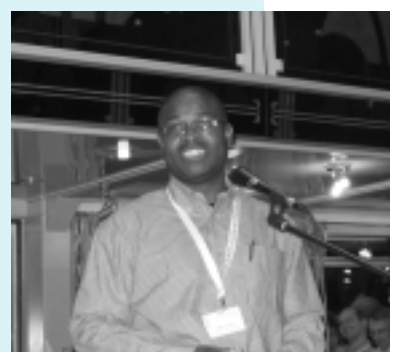
Sans ses archives personnelles, il n'aurait pas été possible de produire la ligne du temps pour y reproduire succinctement l'historique de l'EADI, ainsi que le petit fascicule accompagnant le 30e anniversaire ; celui-ci est inclus dans ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI.

Un site web spécial consacré à cet événement a été produit ; vous pouvez le visiter pour y voir les photos.



Un grand merci aussi à tous ceux et celles qui ont aidé à préparer cet événement : Thomas Lawo, Fritz Scheidhauer, Regina Redling, Fabienne Perucca et Katharina Dreuw.

Susanne von Itter



# Insecurityforum : un nouveau mode de communication par Internet

Insecurityforum est un forum développé spécialement afin de permettre de débattre, via Internet, des liens entre les questions d'insécurité et de développement. Le coeur du site est constitué d'un weblog (blog), un média assez récent grâce auquel les auteurs peuvent publier des contributions en ligne afin de lancer un dialogue et d'échanger des commentaires (ils "bloggent"). Les weblogs sont souvent actualisés, parfois plusieurs fois par jour. Les nouvelles recherches et analyses influentes sont ainsi rapidement diffusées et débattues au moyen de la technologie du weblog. L'Insecurityforum souhaitait ouvrir le débat de la Conférence générale de l'EADI à un public plus large, et poursuivre les débats engagés lors de la conférence pendant un certain temps, ce qui a permis de créer un dossier Internet très complet à ce sujet. Insecurityforum propose donc maintenant aux chercheurs en développement et aux professionnels du secteur, venus du monde entier, un endroit sur Internet où ils pourront commenter les questions internationales concernant l'insécurité et le développement de manière innovante. Durant la conférence, les rapports des diverses sessions y ont été publiés par les rapporteurs, tandis que les journalistes y ont placé leurs articles. Chacun pouvait donc immédiatement commenter les résultats de la conférence. Insecurityforum a pu être réalisé grâce à une bourse du ministère des Affaires étrangères néerlandais (MinBuZa).

## Quels sont les résultats obtenus ?

La spécificité du weblog de l'EADI réside dans le fait que sa publication n'est pas l'oeuvre d'une seule personne ou équipe éditoriale (contrairement à la majorité des weblogs), puisque toute personne enregistrée peut publier une opinion, une contribution ou un lien vers une source intéressante. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact d'Insecurityforum. Cependant, les commentaires des visiteurs du site sont impressionnants et encourageants. Insecurityforum propose actuellement 264 contributions et 64 commentaires, divisés en 36 catégories. Il reçoit environ 5000 visiteurs par mois. Il est clair qu'Insecurityforum a réussi

à communiquer les résultats de la Conférence générale de l'EADI. Grâce aux nombreuses contributions des auteurs, le site est en train de développer un contenu de qualité sur diverses questions internationales liées à la sécurité. Mais ce n'est pas tout. L'équipe éditoriale d'Insecurityforum a également lancé des débats électroniques ("e-debates") sur certaines questions spécifiques, afin de faciliter l'échange intellectuel entre experts du développement. Une "question du mois" a donc été introduite. La qualité des contributions est surveillée par le secrétariat de l'EADI, mais il est impressionnant de constater que jusqu'ici aucune contribution de mauvaise qualité n'a été recensée.

## Questions évoquées

Insecurityforum mentionne un large éventail de questions liées à l'insécurité, en rapport avec les thèmes évoqués lors de la Conférence générale, allant de la construction de la paix aux catastrophes naturelles. Quelles sont les préférences thématiques des visiteurs ? Voici le classement suivant des catégories et sujets les plus visités :

1. Insécurités en Afrique
2. Politique de développement contre politique le sécurité
3. Sécurité humaine
4. Construction de la paix
5. Asie centrale
6. Environnement

## Projets d'avenir

Au cours des prochains mois, Insecurityforum prendra en compte les nouveaux débats mondiaux. Le Secrétaire général des Nations unies a récemment exprimé le désir de lancer un débat mondial sur la possibilité de réduction de l'impact des catastrophes naturelles sur les communautés vulnérables grâce au micro financement. Cette question dominera donc le débat, ainsi que le rapport 2005 sur la sécurité humaine, publié récemment. Il contient des statistiques sur la violence politique et les violations des droits humains dans le monde et examine également les tendances concernant ces questions et d'autres pareillement liées à

la sécurité humaine. Ce rapport pose de nouvelles questions à débattre. Insecurityforum s'en chargera en organisant des discussions électroniques interactives consacrées à des questions spécifiques.

## Derniers commentaires

Comme indiqué ci-dessus, les weblogs sont un nouveau mode de communication pour nous tous. Ils ne sont pas nouveaux du point de vue technologique, mais ce qui est innovant, c'est que les applications "open source" permettent à quiconque le souhaite de publier sur Internet sans maîtriser l'HTML. L'un des principaux obstacles à l'utilisation de ce mode de communication pour nos besoins reste que les professionnels (du développement) ne voient pas bien les bénéfices d'une connexion à l'Internet au-delà du courriel et d'une recherche occasionnelle sur la toile. Il va falloir repenser ce problème et le prendre en compte. Pourquoi ne pas profiter des nouvelles technologies de communication afin de débattre des questions internationales ? Les réseaux de recherches doivent prendre le devant. Selon MM. Harford et Halkyard, de la Banque mondiale, le nombre de nouveaux blogs double tous les cinq mois. Cette technologie propose des opportunités de communication en réseau révolutionnaires, tout particulièrement dans l'intérêt du partenariat et de l'interactivité avec le "Sud" : "Les gens du monde entier se parlent, mais seulement maintenant pouvons nous savoir ce qu'ils se disent" soulignent Harford et Halkyard. "Certains pays, tels que l'Iran, disposent de vastes communautés de blogs ; d'autres sont restreintes mais grandissent très vite", selon eux. En ce sens, les weblogs ont un rôle important à jouer dans l'échange d'information et de savoir, dans l'intérêt des chercheurs qui se situent au carrefour de la recherche et de la politique. Le dialogue nord-sud ou sud-sud sur les questions mondiales s'en trouvera également renforcé.

[www.insecurityforum.org](http://www.insecurityforum.org)

# Message du Président

Avant tout, je voudrais dire combien je suis heureux et honoré d'avoir été élu Président de l'EADI. Comme je l'ai expliqué dans ma lettre de motivation à la candidature, ma collaboration avec notre association est presque aussi ancienne que notre réseau de développement lui-même. En 1978 déjà, je participais à la deuxième Conférence générale de l'EADI à Milan. Puis, en 1993, je suis devenu membre de son Comité exécutif, position que j'ai conservée jusqu'en 2002, et j'ai été un de ses Vice-présidents de 1996 à 1999. Enfin, en tant que Directeur de l'IUED, de 1992 à 2004, j'ai aussi été l'hôte de notre Secrétariat pour la plus grande partie des 12 années pendant lesquelles il a été situé à Genève, avant qu'il ne déménage vers Bonn en 2000. Cette élection est donc pour moi la conclusion naturelle d'un engagement personnel et institutionnel de longue date avec l'EADI. Mais ma victoire est loin d'avoir été facile. De fait, la compétition s'est avérée très serrée avec notre excellent collègue britannique d'adoption norvégienne, Desmond McNeil. Raison de plus pour remercier vivement les membres individuels et institutionnels qui m'ont soutenu. Je ferai de mon mieux pour répondre à leurs attentes. Ma tâche va cependant être facilitée du fait que Desmond a accepté ma proposition d'être co-opté au sein du Comité exécutif et a été élu comme l'un des Vice-présidents par l'Assemblée Générale. Cette dernière a également reconduit Isa Baud (Pays-Bas) et Jürgen Wiemann (Allemagne) à la même fonction. Avec Maja Bucar (Slovénie) et Kenneth King (Royaume-Uni), qui vont occuper les deux autres positions de Vice-président, et Katarzyna Zubrowska (Pologne), qui sera notre Trésorière, ils vont former la colonne vertébrale d'un nouveau Comité de gestion dont la fonction sera de me seconder pour assurer le bon

fonctionnement de l'EADI, en collaboration étroite avec le Comité Exécutif et le Secrétariat.

Ensuite, je tiens à saluer l'excellent travail qu'a fait mon prédécesseur à la Présidence, Louk de la Rive Box, et les membres du Comité exécutif sortant qui l'ont secondé, dont heureusement certains restent en fonction

desquelles son adjointe et bras droit, Susanne von Itter, mais également ses deux jeunes collègues dynamiques Can Akdeniz et Fritz Scheidhauer. Ensemble, ils ont fait un travail extraordinaire pour assurer le remarquable succès de la 11e Conférence générale de Bonn. A cette occasion, nous avons aussi célébré le trentième anniversaire de l'EADI, en présence de la plupart de ses anciens Présidents : Louis Emmerij, Yves Berthelot, Emmanuel de Kadt, Helen O'Neill et Sheila Page. L'exemple qu'ils ont montré constitue un stimulant très fort pour suivre leur pas en continuant à œuvrer au renforcement de notre association.

Ma vision est que les études de développement et l'EADI ont toutes deux un avenir prometteur. En se basant sur la légitimité qu'elles ont acquise depuis un demi-siècle, les études du développement joueront à nouveau un rôle crucial lorsque l'humanité sortira des excès caractérisant l'actuelle phase de mondialisation néolibérale. Ce sera alors à notre domaine de spécialisation de réparer les dommages enregistrés et de



Jean-Luc Maurer

pour la nouvelle période. Sous sa houlette résolue et visionnaire, l'EADI a fait des progrès décisifs pendant les trois dernières années, tant en termes de priorités plus claires que de meilleure gouvernance. Il est donc plus facile pour la nouvelle équipe en place de reprendre le flambeau et de continuer le travail dans la voie tracée d'une pertinence accrue et d'une excellence toujours plus grande. Pour réaliser cela, je sais que nous pouvons aussi continuer à compter sur une équipe de secrétariat compétente ayant une forte cohésion. Non seulement Thomas Lawo a prouvé depuis 2000 qu'il était un bon Secrétaire exécutif, mais il est de surcroît secondé par des personnes qualifiées et engagées, au premier rang

réellement définir pour la planète un modèle de développement global qui soit à la fois socialement équitable et écologiquement soutenable, ainsi que de veiller à son application. Par ailleurs, malgré ses actuelles divisions et les problèmes auxquels elle est confrontée, je suis persuadé que l'Europe, compte tenu de ses traditions et de ses convictions, est la mieux préparée pour affronter et relever ce défi crucial. Dans ce contexte, je suis convaincu que notre association pourrait jouer un rôle clé. Depuis sa fondation, elle a toujours défendu avec un succès remarquable les principes scientifiques et les valeurs humanitaires de notre domaine de recherche. Toutefois, au cours des dix dernières années,

elle a été l'objet de fortes critiques venant d'une conception du développement purement 'économiste' qui, au nom d'une soi-disant 'excellence académique', a remis en question son approche interdisciplinaire. Confrontée à cette situation critique, l'EADI a été capable de s'adapter à un monde et un environnement changeant, sans abandonner ses principes et ses valeurs de base. Grâce à son Président sortant, l'association a entrepris les réformes nécessaires visant à plus de rigueur et à une meilleure visibilité pour promouvoir sa conception humaniste et sociale du développement. Mon ambition est tout simplement de continuer dans cette direction, parce que je suis convaincu que les études de développement et l'EADI constituent une très valable 'tradition pour demain'.

Partant de ces principes, je propose un programme d'action en cinq points selon les priorités suivantes :

### 1. Affirmation de notre mission et ouverture accrue

Plus que jamais, l'EADI a pour ambition d'être le principal réseau professionnel européen de recherche et de formation en matière de développement. Cela implique une large ouverture à tous les courants de pensée et un positionnement central sur le 'marché' des approches et idées de développement. Pour l'exprimer en termes simples, je souhaiterais que notre association se situe entre la Banque Mondiale et le PNUD et d'autres organisations des NU actives dans la recherche créative et conséquente telles que le BIT, l'UNU, le WIDER ou l'UNRISD. Je voudrais aussi qu'elle renforce sa collaboration avec le GDN et qu'elle commence à travailler de façon plus intense avec le FSM, afin de se positionner à la croisée des débats qui vont largement déterminer l'avenir de notre planète.

### 2. Campagne pour augmenter le nombre de nos membres

Nos membres sont notre atout principal, ils constituent notre légitimité et représentent une part substantielle de notre financement. Nous sommes tous d'accord sur le fait que nous devons renforcer et élargir notre assise en la matière. C'est pourquoi la campagne de recrutement lancée récemment est si importante. Elle devrait être accélérée, et ce, directement, via le Secrétariat, et indirectement,

par l'intermédiaire des membres du Comité exécutif. Par ailleurs, elle ne devrait pas viser seulement à attirer des nouveaux membres institutionnels, mais aussi des membres individuels ainsi que des membres associés (avec un accent particulier sur les organisations multi- ou bilatérales, les ONG et les firmes privées de consultance partageant nos principes), et nous devrions bien sûr aussi recruter beaucoup plus d'étudiants.

### 3. Renforcement de la recherche

L'ancien système de Groupes de travail de l'EADI a déjà été réformé, mais il ne fonctionne pas encore suffisamment bien. Nous devons trouver des moyens de le dynamiser et de le réformer plus en profondeur. Pour ceci, il est probablement nécessaire que le Président, notre Comité exécutif et notre Secrétariat contribuent en temps et en imagination à cette tâche. La réunion annuelle des Directeurs des institutions membres représente aussi un forum de discussion important pour continuer à discuter des thèmes relevant du 'partenariat compétitif'. Je suis persuadé que dans ce domaine, la redéfinition et le renforcement de nos relations avec nos associations sœurs de l'ICCDA est un élément absolument crucial.

### 4. Expansion de la formation

Les choses sont moins compliquées pour le secteur de la formation, et ceci est dû au fait que des activités de formation peuvent plus aisément s'autofinancer que des activités de recherche. Un réel succès a été enregistré depuis trois ans avec l'organisation régulière de l'Ecole internationale d'été de l'EADI. L'objectif serait ici de simplement multiplier ces expériences. Maintenant que le système de la Déclaration de Bologne a été mis en pratique dans une bonne partie de nos institutions membres, des programmes communs sont moins difficiles à établir. Un des objectifs principaux devrait être de lancer au cours des trois années à venir une Ecole doctorale et, par la suite, un programme de Master en Etudes du Développement sous les auspices de l'EADI.

### 5. Effort de collecte de fonds

Il est clair que les questions financières demeurent un problème permanent pour l'EADI. La subvention de base semble nous être garantie pour les trois prochaines années. Mais nous devrions rapidement trouver des fonds

additionnels. Recruter plus de membres et augmenter le niveau des cotisations pour certains d'entre-eux peut constituer une partie de la réponse. Cependant, des efforts additionnels devront être entrepris en approchant des organismes bailleurs de fonds multi- ou bilatéraux, afin de pouvoir financer certaines des activités spéciales de l'EADI. On devrait aussi continuer à explorer la possibilité d'obtenir enfin des fonds de l'UE et approcher également certaines fondations privées.

Comme on peut le voir, ce programme est la continuation directe du travail fait depuis des années. En fait, rien de vraiment neuf, mais simplement plus de persévérance pour atteindre les objectifs fixés en 2002 et seulement atteints partiellement en 2005. Trois années d'efforts additionnels dans la direction évoquée ci-dessus devraient permettre à l'EADI d'être plus près du but en 2008, et renforcer ainsi sa position pour l'avenir. Encore une fois, nous devrions nous convaincre que notre association constitue une riche et unique 'tradition pour demain'. Après tout, l'EADI est encore une jeune dame, et c'est un fait bien connu que la vie commence à trente ans.

Jean-Luc Maurer

Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Genève

E-mail: [jean-luc.maurer@iued.unige.ch](mailto:jean-luc.maurer@iued.unige.ch)

### 3<sup>e</sup> Ecole d'été internationale de l'EADI

## L'expérience de la période de transition en Europe centrale et orientale: Défis pour la coopération au développement

La 3<sup>e</sup> Ecole d'été internationale de l'EADI a été organisée pour la première fois dans un pays d'Europe centrale. Elle s'est déroulée à l'Université de sciences économiques de Prague, en République tchèque, du 4 au 14 septembre 2005. Il s'agissait d'un projet commun entre la faculté de relations internationales et la faculté d'économie et d'administration publique de l'Université de sciences économiques de Prague ainsi que le Centre pour le développement de l'Institut de relations internationales, Prague. La manifestation s'est déroulée grâce au soutien du bureau pragois de la Fondation Friedrich-Ebert et de SID (Société pour le développement international, La Haye).

Le démantèlement du " Rideau de fer " à la fin des années 1980 a sonné le glas d'un monde bipolaire. Depuis, les pays d'Europe centrale et orientale ont réalisé de nombreuses réformes qui leur ont permis d'opérer une transition pacifique vers une économie de marché compétitive et une démocratie parlementaire opérationnelle, basée sur la protection des droits de l'Homme. L'étendue des réformes économiques et politiques réalisées dans huit de ces pays a été confirmée par leur adhésion à l'Union européenne en mai 2004. Certains pays d'Europe centrale et orientale ont atteint un bon niveau de développement économique et politique, les conditions sociales et humaines se sont grandement améliorées, et l'aide au développement n'y est donc plus urgente. Actuellement, le principal défi auquel ces " bailleurs de fonds réemergents " sont confrontés est celui d'augmenter leur budget d'aide au développement et de souligner leur capacité professionnelle à atteindre les Objectifs de développement du millénaire et faire face aux nouvelles questions de sécurité.

Cette double expérience de récepteur et de donateur d'aide, ainsi que la pratique de la mise en place de réformes de transition, représente pour les pays d'Europe centrale et orientale l'opportunité de partager cette expérience avec d'autres pays et de devenir des acteurs importants dans le domaine de

l'aide internationale au développement. Vingt participants venus de pays développés ou en transition (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Belgique, Bulgarie, République tchèque, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Pays-Bas, Ukraine et Etats-Unis) se sont rencontrés à Prague. Il s'agissait principalement d'étudiants de niveau Master et doctorat, mais aussi de personnes travaillant pour des ONG ou le secteur public. Durant les trois premiers jours du programme, un groupe d'étudiants internationaux de l'Institut d'études sociales, La Haye, s'est joint à eux.

L'objectif principal de la 3<sup>e</sup> Ecole d'été internationale était de familiariser les participants avec le processus de transition que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) viennent de surmonter, en portant une attention particulière aux capacités des PECO en matière de coopération internationale pour le développement et leur valeur ajoutée spécifique dans ce domaine. Chaque participant devrait maintenant pouvoir répondre aux questions suivantes :

1. Que représente le processus de transition ? En quoi consiste-t-il ? Quelles réformes ont été mises en place, et avec quel effet ? Quel a été le rôle des divers acteurs tels que les responsables politiques, les élites, la société civile ou les grandes entreprises dans ce processus ? Quels succès et quels revers ces pays ont-ils connus ? Quel a été l'effet du processus de transition sur la vie de la population (réduction de la pauvreté, chômage, développement rural, environnement, questions de genre et de minorités) ?

2. S'ils sont transférés sur d'autres régions du monde, comment le nouveau savoir et l'expérience de ces pays peuvent-ils être appliqués sur place ? Suffit-il de mettre en place de bonnes politiques économiques ou des institutions démocratiques pour qu'elles créent d'elles-mêmes un cadre suffisant afin d'augmenter la richesse et le bien-être des nations concernées ? Quel est le " coût d'une transition ", est-il possible d'éviter ce coût ?

Les organisations internationales et les ONG ont-elles une leçon à tirer du passé ?

Après une courte introduction dans le contexte historique et mondial, la première partie de l'Ecole d'été concernait les informations sur le processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale, présentées à l'aide d'une approche pluridisciplinaire, c'est à dire économique et politique, en passant par les aspects sociaux, les questions de genre, la gouvernance et l'environnement. Cette approche pluridisciplinaire a été présentée en majeure partie par des spécialistes venant d'universités tchèques, utilisant l'exemple de la République tchèque, puisqu'il s'agissait de pays d'accueil, mais certains exemples provenant de Pologne, de Hongrie et de Slovaquie, donc du groupe de Visegrad, ont également été cités.

La première partie de l'Ecole d'été se composait principalement de conférences et de débats avec des professeurs d'université ou d'autres professionnels ; la deuxième se concentrait sur deux études de cas, qui ont permis à tous les participants de mettre en pratique leurs nouvelles connaissances des thèmes d'actualité dans la coopération pour le développement. Les participants à l'école d'été ne se sont pas contentés d'apprendre passivement, ils ont également partagé et enrichi leur expérience lors de sessions de travail d'équipe, qui ont débouché sur des propositions pour des projets de développement dans le domaine de la transition des institutions sociales dans les Balkans et un projet sur la migration qui serait basé à Berlin.

Pour en savoir plus sur les intervenants, veuillez consulter le site Internet de l'école d'été : [http://www.eadi.org/detail\\_page.php?page=iss2005](http://www.eadi.org/detail_page.php?page=iss2005). Le Comité organisateur peut être contacté par courriel à l'adresse suivante : [iss2005@vse.cz](mailto:iss2005@vse.cz).

Rapport: Ondrej Horkey

# Nouvelles des Groupes de travail de l'EADI

2005 a été une année très active pour les Groupes de travail de l'EADI, chacun ayant préparé diverses sessions pour la Conférence générale. Au total, 140 contributions ont été présentées durant ces sessions. Toutes les informations concernant ces sessions thématiques seront disponibles sur le site Internet de l'EADI dès janvier prochain. En attendant, les participants à la conférence ont accès au site protégé <http://www.eadi.org/gc2005> grâce à leur mot de passe. Certains groupes ont également tenu une réunion de travail, dont voici les résultats.

## Entreprises transnationales et développement

Ce nouveau groupe de travail a réalisé un séminaire consacré au thème suivant : " Exploration des entreprises transnationales et de leur impact sur les pays en développement ou en transition " les 19 et 20 mai 2005. Suite à cette première rencontre, le groupe a préparé une série de sessions de groupe de travail pour la Conférence générale. Pour 2006, un atelier est prévu sur les trois questions suivantes : entreprises transnationales et pauvreté, entreprises transnationales et liens, entreprises transnationales et RSE (responsabilité sociale des entreprises). Le groupe se compose actuellement de 13 membres.

Contact :

Michel W. Hansen, Copenhagen Business School  
 Courriel : [mwh.ikl@cbs.dk](mailto:mwh.ikl@cbs.dk)  
 Erik Rugraff, Université de Strasbourg  
 Courriel : [eric.rugraff@urs.u-strasbg.fr](mailto:eric.rugraff@urs.u-strasbg.fr)

## Transformations dans le système mondial - études comparatives de développement

Le groupe de travail a accueilli de nouveaux membres et en compte actuellement 16. En 2006, le groupe a l'intention d'organiser un atelier. Un appel à contributions sera lancé début 2006. De plus, un projet de recherches commun est prévu afin de poursuivre les entretiens de Bonn et de préparer une publication.

Contact :

Victor Krasilshchikov, IMEMO  
 Courriel : [f1victor@mtu-net.ru](mailto:f1victor@mtu-net.ru)  
 Imre Lévai, Hungarian Academie of Sciences  
 Courriel : [mailto:h13695lev@ella.hu](mailto:mailto:h13695lev@ella.hu)

## Genre et développement

Le groupe a tenu une session parallèle (cf. <http://www.eadi.org/gc2005>) consacrée à la question du " Conflit politique et sécurité des femmes " lors de la Conférence générale, outre sa participation aux sessions de groupe. Inna van der Molen, responsable depuis six ans, et Gudrun Lachenmann, responsable depuis plus de dix ans, ont mis leurs postes à disposition. Joy Clancy (Université de Twente, Pays-Bas) a accepté de rester à son poste de responsable, et Christina Müller (Université de Bielefeld, Allemagne) est devenue co-responsable. Le groupe de travail compte organiser deux ateliers, en 2006 et 2007, sur les thèmes suivants : femmes et espaces influencés par le genre, espaces religieux, secteur informel, migration et genre, et le projet cadre des conditions de vie durables.

Contact :

Joy S. Clancy, Université de Twente  
 Courriel : [J.S.Clancy@tdg.utwente.nl](mailto:J.S.Clancy@tdg.utwente.nl)  
 Christine Müller, Université de Bielefeld  
 Courriel : [christine.mueller@uni-bielefeld.de](mailto:christine.mueller@uni-bielefeld.de)

## Groupe de travail sur la gestion de l'information

L'Institute for Development Studies (IDS) du Sussex a généreusement proposé d'accueillir la prochaine réunion du groupe de travail en septembre 2006. Marie Louise Fendin a quitté le domaine du développement et son poste de co-responsable, tandis que Geoff Barnard de l'IDS est devenu nouveau co-responsable. Au cours des prochains mois, le groupe se concentrera sur trois domaines et produira des notes conceptuelles : Recherches sur la gestion de l'information et du savoir ainsi que sur le cadre international pour le développement, EL@ND; et utilisation plus générale des " newsfeeds ". Ce groupe dispose d'un " dgroup ". Veuillez contacter Bridget McBean afin d'être abonné.

Contact :

Chris Addison, communiq.org  
 Courriel : [chris@communiq.org](mailto:chris@communiq.org)  
 Bridget McBean, ECDPM  
 Courriel : [bmb@ecdpm.org](mailto:bmb@ecdpm.org)  
 Geoff Barnard, IDS  
 Courriel : [g.w.barnard@ids.ac.uk](mailto:g.w.barnard@ids.ac.uk)

## Nouveaux Groupes de travail

### Lancement du Groupe de travail de l'EADI sur la pauvreté pluri-dimensionnelle

Ce nouveau groupe s'est réuni pour la première fois lors de la Conférence générale et tiendra son premier atelier les 15 et 16 décembre à Varsovie. Les contributions couvriront les aspects suivants :

Conceptuel / méthodologique : questions en rapport avec la signification et la mesure de la pauvreté et sa conceptualisation. Exemples : l'approche de capacité Sen/Nussbaum, 'le développement humain' et la pluri-dimensionnalité dans l'analyse de la pauvreté ; comment identifier et classer les différentes dimensions ; spécificités de la pauvreté – pauvreté infantine, chronique, transitoire, du troisième âge, définition et quantification des 'nouvelles questions' liées à la mesure de la pauvreté – renforcement de pouvoir, risque, vulnérabilité et participation, accords de programmes de partenariat (APP), et méthodologie d'analyse de la pauvreté.

Politique : Questions liées au processus politique et aux objectifs. Par exemple : Les Objectifs de développement du millénaire (ODM) et les papiers stratégiques de réduction de la pauvreté – sont-ils utiles ? Proposent-ils un cadre général permettant de comprendre le 'développement' ? Quelles sont les lacunes des ODM ? Les ODM seront-ils atteints ? Si oui, où le sont-ils, où ne le sont-ils pas et pourquoi ?

Contact :

Andrew Sumner, London South Bank University  
[sumnerap@lsbu.ac.uk](mailto:sumnerap@lsbu.ac.uk)  
 Meera Tiwari, Université d'East London  
[m.tiwari@uel.ac.uk](mailto:m.tiwari@uel.ac.uk)

Ce groupe dispose d'un " dgroup ". Veuillez contacter Andrew Sumner afin d'être abonné.

### Groupe de travail sur la participation à la société civile

Lors de la Conférence générale, environ 20 participants se sont réunis pour discuter du lancement d'un groupe de travail de l'EADI sur la participation à la société civile. Il a été décidé de se servir d'un " dgroup " afin de formuler une mission et un programme de travail. Ceux qui souhaitent s'impliquer et faire part du " dgroup " peuvent contacter :

Kees Biekart, Institute for Social Studies,  
[biekart@iss.nl](mailto:biekart@iss.nl)

# Présentation des nouveaux membres

## Faculté des Géo-Sciences, Université d'Utrecht (Pays-Bas)

La Faculté des sciences de la Terre propose un programme complet de cours de sciences exactes et de sciences sociales. Son bachelors en Sciences de la terre, géographie humaine et planification est le plus important des Pays-Bas. Les étudiants se voient proposer le plus vaste choix possible de modules en géosciences. La faculté propose également des cours en sciences environnementales et de l'innovation qui relie les sciences exactes et les sciences sociales.

Site Internet : [www.geo.uu.nl/homegeosciences/](http://www.geo.uu.nl/homegeosciences/)

## Centre de relations internationales, Université de Ljubljana (Slovénie)

Le Centre de recherches en relations internationales (IRRC) de l'Institut des sciences sociales réalise des recherches, des publications, propose ses activités de conseil et autres activités professionnelles dans le domaine des relations internationales, notamment les relations économiques internationales, la politique étrangère, le droit international, les organisations internationales, la sécurité internationale, et la politique internationale.

Site Internet : [www.fdv.uni-lj.si/](http://www.fdv.uni-lj.si/)

## L'Aga Khan Development Network (Royaume-Uni)

L'Aga Khan Development Network (AKDN) se concentre sur les questions de santé, d'éducation, de culture, le développement rural, la construction d'institutions et la promotion du développement économique. Il a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et les opportunités des pauvres, indépendamment de leur religion, de leur origine ou de leur genre.

Site Internet : [www.akdn.org/](http://www.akdn.org/)

## DiploFoundation (Suisse)

DiploFoundation (Diplo-Fondation) est une organisation helvétique à but non lucratif qui vient en aide à tous les pays, en particulier ceux ayant des ressources humaines et financières limitées, afin qu'ils puissent apporter une

contribution intéressante aux affaires internationales. Elle propose des programmes d'enseignement et de formation, de la recherche, ainsi que le développement de technologies d'information et de communication pour les activités diplomatiques.

Site Internet : [www.diplomacy.edu/](http://www.diplomacy.edu/)

## Centre for Development Studies, Université de Bath (Royaume-Uni)

Le CDS a pour objectif de contribuer à combattre la pauvreté et l'inégalité à travers un engagement critique dans la pratique du développement et la politique, ainsi que la recherche fondamentale sur les réalités de la pauvreté mondiale. Depuis 2002 et jusqu'en 2007, le CDS accueille un important projet de recherches financé par le ESRC concernant la pauvreté, l'inégalité et la qualité de vie dans les pays en développement (Groupe de recherches sur le bien-être dans les pays en développement, WeD).

Site Internet : [www.bath.ac.uk/cds/](http://www.bath.ac.uk/cds/)

## Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (Espagne)

FRIDE est une fondation privée et indépendante à but non lucratif basée à Madrid, en Espagne, et fondée en 1999. L'objectif de FRIDE est de contribuer à la consolidation de la démocratie, de la paix, du respect des droits de l'Homme et au développement humain. A travers la mise en oeuvre de projets, d'études, d'analyses, de publications, de débats et par l'information du public, FRIDE entend promouvoir la réflexion et l'action sur ces thèmes et contribuer au développement de politiques publiques permettant de réaliser ces objectifs.

FRIDE se concentre sur les domaines suivants : démocratisation, paix et sécurité, action humanitaire et développement, droits humains.

Site Internet : [www.fride.org](http://www.fride.org)

## Centre for Sustainable Livelihoods, University College Cork (Irlande)

Le "Centre for Sustainable Livelihoods" souhaite identifier et faire face aux questions qui influent

sur la capacité des personnes à maintenir et financer leur niveau de vie.

Le rôle du Centre inclut la recherche, le développement, la formation et la défense des droits dans les domaines en rapport avec la réalisation d'un niveau de vie durable, tant dans le sud que dans le nord. Il rassemble des praticiens de l'aide et du développement avec les universitaires provenant des domaines des sciences alimentaires, de la nutrition humaine, de la géographie, de la science politique, de l'agriculture, des sciences économiques, de la sociologie, de l'anthropologie, et d'autres encore.

Site Internet : <http://csl.ucc.ie/>

## Université de Palacký Olomouc (République tchèque)

L'université de Palacký, Olomouc, a été recréée en 1946. Elle suit la tradition de l'ancienne université Olomouc, fondée en 1573 et fermée en 1860. L'université d'Olomouc est donc la deuxième par son âge dans toute la Bohême, Silésie et Moravie. Actuellement l'université de Palacký, Olomouc, regroupe sept facultés: la faculté de théologie St Cyril et Méthode, la faculté de médecine, la faculté de philosophie, la faculté de pédagogie, la faculté des sciences, la faculté de culture physique et celle de droit.

Site Internet : <http://www.upol.cz/en/>

## ICCO (Pays-Bas)

La mission de l'ICCO est de travailler pour un monde sans pauvreté et sans injustice. L'activité de l'ICCO, "Interchurch organisation for development co-operation", consiste dans le financement de projets qui stimulent les personnes et leur permettent d'organiser un logement et des conditions de vie dignes, à leur manière propre. L'ICCO est active en Afrique et au Moyen-Orient, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Europe centrale et orientale.

Site Internet : [www.icco.org](http://www.icco.org)